

# In Extenso

## In Extenso Audit

7 Rue Auguste Jouchoux  
25000 BESANCON  
Tél. : +33 (0)3 81 50 72 00  
besancon@inextenso.fr  
www.inextenso.fr

## **TRAJECTOIRE RESSOURCES**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901  
13 Avenue Léon Blum  
25200 Montbéliard

---

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31/12/2023**

## TRAJECTOIRE RESSOURCES

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901

13 Avenue Léon Blum

25200 Montbéliard

---

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 Décembre 2023

---

A l'assemblée générale de l'association Trajectoire Ressources,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Trajectoire Ressources relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

# In Extenso

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment en ce qui concerne les subventions d'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de l'assemblée générale et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

# In Extenso

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Besançon, le 26 mars 2024

Le Commissaire Aux Comptes

Raphaël MONNOT

In Extenso Audit

**IN EXTENSO AUDIT**

7, rue Auguste Jouchoux - Parc Slava

25000 BESANÇON

RCS Lyon 401 870 936

BILAN ACTIF AU 31/12/2023

ACTIF	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)			Exercice 2022 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Autres	5 262	5 262	0	0
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours				
Autres	30 094	20 622	9 472	14 664
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
<b>Total I</b>	<b>35 357</b>	<b>25 884</b>	<b>9 472</b>	<b>14 664</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 597		4 597	2 100
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres	40 000		40 000	47 000
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	439 911		439 911	457 269
Charges constatées d'avance	971		971	1 078
<b>Total II</b>	<b>485 479</b>	<b>0</b>	<b>485 479</b>	<b>507 447</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>520 836</b>	<b>25 884</b>	<b>494 951</b>	<b>522 111</b>

**BILAN PASSIF AU 31/12/2023**

<b>PASSIF</b>	<b>Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)</b>	<b>Exercice 2022 (selon ANC 2018-06)</b>
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	424 585	476 516
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	-21 898	-51 930
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>402 687</b>	<b>424 586</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
<b>Total I</b>	<b>402 687</b>	<b>424 586</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	10 900	8 000
<b>Total II</b>	<b>10 900</b>	<b>8 000</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	26 370	29 197
<b>Total III</b>	<b>26 370</b>	<b>29 197</b>
<b>Fonds dédiés</b>		
- sur subventions de fonctionnement	0	0
- sur autres ressources		
<b>Total III bis</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>DETTES</b>		

Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	7 866	13 921
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	46 778	46 408
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	350	
<b>Total IV</b>	<b>54 994</b>	<b>60 329</b>
Ecart de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)</b>	<b>494 951</b>	<b>522 111</b>

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)	Exercice 2022 (selon ANC 2018-06)
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	38 280	21 485
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	357 800	330 395
Subventions		
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	12 030	27 481
Utilisations des fonds dédiés	8 085	17 627
Autres produits		
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits	1	1
<b>Total I</b>	<b>416 196</b>	<b>396 989</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	92 070	96 704
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	6 004	7 288
Salaires et traitements	245 294	232 138
Charges sociales	83 833	83 603
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 108	3 698
Dotations aux provisions	3 083	16 619
Reports en fonds dédiés	10 900	8 000
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	1 180	2 219
<b>Total II</b>	<b>444 472</b>	<b>450 269</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-28 276</b>	<b>-53 280</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	7 643	1 426
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total III</b>	<b>7 643</b>	<b>1 426</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total IV</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>7 643</b>	<b>1 426</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>-20 633</b>	<b>-51 854</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>Total V</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion		



Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 265	77
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>423 839</b>	<b>398 415</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>445 737</b>	<b>450 346</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>	<b>-21 898</b>	<b>-51 931</b>
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-21 897</b>	<b>-51 931</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature	6 340	6 500
Bénévolat	1 868	1 035
<b>TOTAL</b>	<b>8 208</b>	<b>7 535</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	6 340	6 500
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole	1 868	1 035
<b>TOTAL</b>	<b>8 208</b>	<b>7 535</b>

## 1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Trajectoire Ressources a pour objet de soutenir les acteurs du développement local en favorisant la mise en réseau, l'échange des pratiques, la capitalisation des expériences, la mutualisation des moyens d'informations et de réflexions. A cette fin, l'association a notamment pour missions pour :

- De favoriser la participation et les initiatives citoyennes,
- De soutenir des collectifs d'acteurs engagés dans des démarches de développement local,
- De promouvoir des démarches innovantes et des expérimentations des acteurs de la ville,
- De capitaliser et diffuser les connaissances et les savoir-faire,
- D'animer un centre de ressources politique de la ville.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

## 2 Nature et périmètre des activités réalisées

L'année 2023 est une année singulière du point de vue de notre activité car elle marque la fin du cycle politique de la ville engagé en 2014 avec la réforme Lamy et programmée jusqu'en fin 2023 (via deux prorogations). En effet, nos activités sociales se sont poursuivies, mais l'année a été très majoritairement marquée par notre mobilisation conséquente dans la proximité des territoires en région, pour l'animation et l'accompagnement à la nouvelle contractualisation « Engagements Quartiers 2030 ». Nous avons accompagné les acteurs « pivots » de la politique de la ville (délégués de préfet, chefs de projets, élus locaux, représentants d'habitants, etc.) via différents formats : lors de séquences régionales rassembleuses en lien avec notre partenaire Etat (DREETS) avec qui nous avons convenu cette adaptation/concentration de notre programme ; lors de temps départementaux inter-EPCI et lors de temps au plus près des acteurs parfois à l'échelle des QPV.

L'année 2023 est donc une année qui s'inscrit dans la continuité de 2022 où nous avons fortement accompagné les démarches d'évaluation des Contrats de Ville Unique. Elle recense de très nombreux déplacements sur l'ensemble du territoire régional (nous nous sommes déplacés sur la totalité des territoires en contrat de ville). Nous pouvons estimer que cette priorité d'accompagnement à l'installation d'un nouveau cycle en politique de la ville a constitué plus de la moitié de notre activité, ajouté à cela, la capitalisation régionale et son exploitation/valorisation dans le cadre de nos missions nationales (groupe de travail contractualisation, présentation des résultats...).

### Les autres domaines d'intervention poursuivis :

A cette dynamique globale d'accompagnement des démarches de contractualisation, s'ajoutent différents axes et modalités de travail :

La culture : ouverture (ou réouverture) du sujet : À Besançon, nous avons organisé une grande journée régionale consacrée à la place de l'art, de la culture et du patrimoine dans le futur cycle de la politique de la ville en partenariat avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne-Franche-Comté.

Rendez-vous Oxygène : poursuite en alternance avec des temps en présentiel, Oxygène devient un rendez-vous thématique ressourçant avec différentes entrées thématiques. En 2023, nous avons traité des questions de crise du logement social, de place des parents dans la fabrication des politiques publiques et de vieillissement de la population.

### Valeurs de la république et Laïcité :

- Poursuite et franc succès de l'exploitation/diffusion/animation avec l'exposition réalisée en 2020, « Le livre Géant de la laïcité » ;
- Poursuite des interventions en formation (kit de 2 jours),
- Suite à la 1<sup>ère</sup> promotion du Diplôme d'Université « Laïcité et République » lancé et animé en septembre 2021 avec notre partenaire l'IUT Belfort-Montbéliard, une seconde promotion s'est engagée en septembre 2022 et une troisième en septembre 2023.

Transitions : Mise en place d'actions de préfiguration sur les transitions (séminaires, rencontres nationales, partenariat...) pour un développement en 2024.

Questions éducatives :

- Poursuite de l'accompagnement des 3 cités éducatives historiques sur Chenove, Planoise et Belfort,
- Regroupement régional des 8 cités éducatives de Bourgogne-Franche-Comté,
- Maintien de notre implication nationale avec le RNCRPV sur cette entrée thématique.

Activité Nationale : elle s'exerce à différents niveaux :

- L'activité du réseau national des CRPV – avec notamment notre implication pour l'organisation de la rencontre nationale des équipes avec les grands partenaires nationaux ANCT, ANRU, USH, etc.,
- Poursuite du travail régulier avec l'État (ANCT) et nos correspondants nationaux (Cotech, groupes de travail thématique, journée d'études, etc.)
- L'aboutissement de travaux thématiques inter réseaux : « la participation citoyenne », contribution sur les transitions, sur la future politique de la ville ...
- Nous sommes représentant du Réseau National des Centres de ressources pour siéger au sein du comité national d'Histoire de la politique de la ville Initié en mars 2022.

Nos activités couvrent l'ensemble des quartiers prioritaires de la ville de Bourgogne-Franche-Comté (région, 8 départements, 23 intercommunalités et 58 quartiers prioritaires).

## 3 Faits majeurs de l'exercice

IN EXTENSO AUDIT  
7, rue Auguste Jouchoux - Parc Slava  
25000 BESANÇON  
RCS Lyon 401 870 936

### 3.1 Evénements principaux de l'exercice

Les faits significatifs au cours de l'exercice sont les suivants :

- La quatrième application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 « *relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif* » avec notamment la création des nouveaux postes dans le bilan et le compte de résultat pour les comptes de l'exercice de première application,
- Poursuite avec un nouveau contrat d'apprentissage de Laurie DACALVA à compter du 19 décembre 2022 (jusqu'au 17 février 2024), qui avait déjà renforcé l'équipe du 23 août 2021 au 31 juillet 2022 sur la thématique Jeunesse, culture et appui à la communication et qui a porté en 2023, la dynamique portant sur les questions culturelles.
- L'arrivée d'une cheffe de projet Léonie TIAKET « transitions, médiations, participation citoyenne » au cours de l'année 2023 pour installer des bases de travail pour 2024 sur ces différentes thématiques et se mobiliser le nord Franche-Comté.
- Poursuite de la mission de Marie-Pascale Guyon, en qualité de prestataire afin d'appuyer la réalisation du projet « Hexagones » et en renfort de l'accompagnement des cités éducatives.

### Evénements postérieurs à la clôture

Monsieur Jean-Luc MICHAUD, Directeur depuis 2009, a fait valoir ses droits à la retraite au 1<sup>er</sup> février 2024.

Pour des raisons personnelles, Madame Brigitte HAINZ, Présidente depuis 2008, a démissionné de ses fonctions fin février 2024 et en remplacement temporaire Monsieur Guillaume JEHANNIN, Trésorier depuis 2017, a été nommé.

## **3.2 Principes, règles et méthodes comptables**

**IN EXTENSO AUDIT**  
7, rue Auguste Jouchoux - Parc Slava  
25000 BESANÇON  
RCS Lyon 401 870 936

### **3.2.1 Présentation des comptes**

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

### **3.2.2 Méthode générale**

Les comptes annuels ont été élaborés conformément aux règles générales applicables et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices comptables.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

### **3.2.3 Changement de méthode d'évaluation et de présentation**

Néant

## 4 Informations relatives au bilan

IN EXTENSO AUDIT  
7, rue Auguste Jouchoux - Parc Slava  
25000 BESANÇON  
RCS Lyon 401 870 936

### 4.1 ACTIF

#### 4.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	5 262.40			5 262.40
Immobilisations corporelles	30 094.19	0.00	0.00	30 094.19
Immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>	35 356.59	0.00	0.000	35 356.59

#### 4.1.2 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	5 262,40	-		5 262,40
Immobilisations corporelles	15 430,66	5 191,25		20 621,91
Immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>	20 693,06	5 191,25		25 884,31

#### 4.1.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

##### 4.1.3.1 Principaux mouvements

Néant

#### 4.1.3.2 Méthode d'amortissement

Frais d'établissement		
Frais de recherche et de développement		
Droit au bail		
Logiciels et progiciels	Linéaire	5 ans

#### 4.1.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

##### 4.1.4.1 Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Matériel bureau et informatique	linéaire	2 ans

##### 4.1.4.2 Actifs acquis ou produits pour un coût global

Néant



#### 4.1.5 Créances

Créances(a)		Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres			
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	4 597,25	4 597,25	
Autres	40 000,00	40 000,00	
Charges constatées d'avance	971,03	971,03	
<b>TOTAL</b>	<b>45 568,28</b>	<b>45 568,28</b>	<b>-</b>
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

#### 4.1.6 Produits à recevoir :

- Néant

#### 4.1.7 Charges Constatées d'avance :

- la facture de téléphonie Orange de décembre 2023 contient l'abonnement de janvier 2024 ;

- diverses factures d'abonnement (généralement des abonnements d'un an) qui commencent en 2023 et courent jusqu'en 2024.

## 4.2 PASSIF

### 4.2.1 Fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	476 516	51 930			424 586
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit	51 930	51 930		21 898	21 898
<b>Situation nette</b>	424 586			21 898	402 688
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	424 586			21 898	402 688

#### 4.2.2 Provisions pour risques et charges

Néant

#### 4.2.3 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total <sup>(1)</sup>
PIDR au 01 janvier 2023	29 197		29 197
Variation	-2 827		-2 827
PIDR au 31 décembre 2023	26 370		26 370

- La provision est calculée au 31 décembre 2023 avec les hypothèses d'un départ à la retraite à 67 ans et un taux d'actualisation de 3.17 %.

#### 4.2.4 Fonds dédiés

**IN EXTENSO AUDIT**  
 7, rue Auguste Jouchoux - Parc Slava  
 25000 BESANÇON  
 RCS Lyon 401 870 936

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations	8 000	10 900	8 000			10 900	
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS							
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL</b>	8 000	10 900	8 000			10 900	

#### 4.2.5 Etat des dettes

Dettes(b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus 1 an	Échéances à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2)	-	-		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 865,78	7 865,78		
Dettes fiscales et sociales	46 576,63	46 576,63		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	201,30	201,30		
Produits constatés d'avance	-	-		
<b>TOTAL</b>	54 643,71	54 643,71	-	-
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

(b) non compris avances et acomptes reçus sur commandes en cours

Charges à payer : 54 643.71 €

- Fournisseurs	7 865,78 €
- Congés Payé	21 315,12 €
- Charges sociales	20 783,51 €
- Salariés remboursement frais	201,30 €
- Taxe/salaires – formation continue	3 213,00 €
- Impôts sur les sociétés	1 265,00 €

**4.2.6 Produits constatés d'avance :** 350 € facturation en 2023 pour une mise à disposition en temps de formation sensibilisation collective à la démarche évolutive les 15 septembre 2023 et 12 janvier 2024 à Pays de Montbéliard Agglomération.

## 5

## Informations relatives au compte de résultat

**IN EXTENSO AUDIT**  
 7, rue Auguste Jouchoux - Parc Slava  
 25000 BESANÇON  
 RCS Lyon 401 870 936

## 5.1 Ventilation des produits d'exploitation

Tableau de répartition des produits d'exploitation

Ressources propres (prestations de service...)	38 280,00
Subventions	357 800,00
Produits de la tarification	
Versements	
Autres produits (transferts de charges - prod divers gest courante)	9 203,21
<b>Total</b>	<b>405 283,21</b>

## 5.2 Résultat par activité ou établissement

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Gestion propre - activité	21 897,78	
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>21 897,78</b>	

## 5.3 Ventilation de l'effectif moyen

Catégories	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Personnel salarié	6,80	-
<b>TOTAL</b>	<b>6,80</b>	<b>-</b>

Précisions : personnel salarié + mis à disposition = en équivalent temps plein

## 5.4 Contributions volontaires en nature

Nature de la contribution	Méthode de valorisation	Montant
Mise à disposition de locaux d'une surface de 50 m <sup>2</sup> à la Maison des Métiers de la Ville - Montbéliard	indication de PMA = 9€/m <sup>2</sup>	5 400,00
Mise à disposition de divers locaux	Nous avons demandé aux prêteurs les tarifs que nous aurions du payé dans le cadre de location	940,00
Mise à disposition gratuite des services (personne bénévoles)	coût validé en CA : 15€/heure et comptage des heures d'après nos PV de CA/Bureau et d'après les comptes rendus de nos animations	1 867,50
<b>TOTAL</b>		<b>8 207,50</b>

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, fourniture gratuite de services

Notre association a procédé à une estimation chiffrée des contributions volontaires en nature au titre de l'exercice 2023.

### 6.1 Informations concernant le Compte Personnel de Formation

Droits individuels à la formation	Volume d'heures de formation
Cumul des droits acquis par les salariés au cours de l'exercice	156
Cumul ayant fait l'objet d'une demande des salariés	0

### 6.2 Informations relatives à la rémunération des dirigeants

Conformément à l'article 261-7.1°d du Code général des impôts le montant des rémunérations versé au dirigeant s'élève à : 58 935,96 € brut en 2023.

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux deux plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 108 233,67 € brut en 2023.

### 6.3 Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales (article 431-12 du règlement ANC 2018-06)

Néant.